



LA COOPÉRATION AGRICOLE
NUTRITION ANIMALE

EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'ALIMENTS COMPOSES A HORIZON 2030

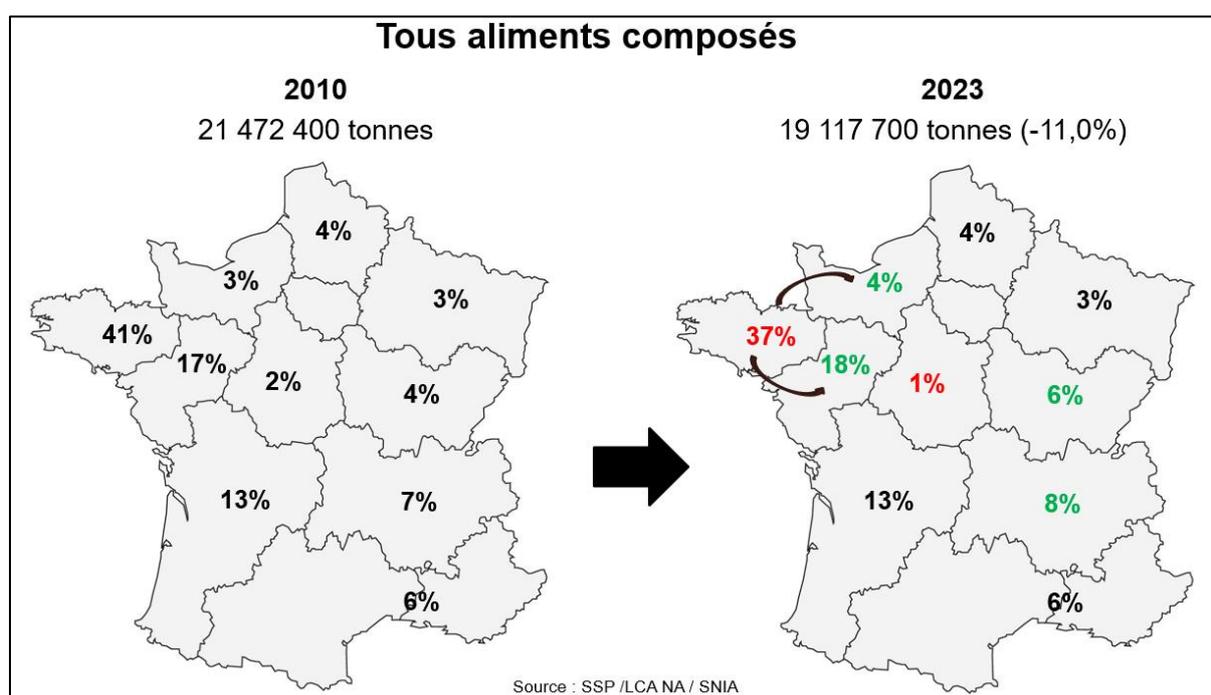
Paul Cappe de Baillon
La Coopération Agricole Nutrition animale
nutritionanimale@lacoopagri.coop

Juillet 2024

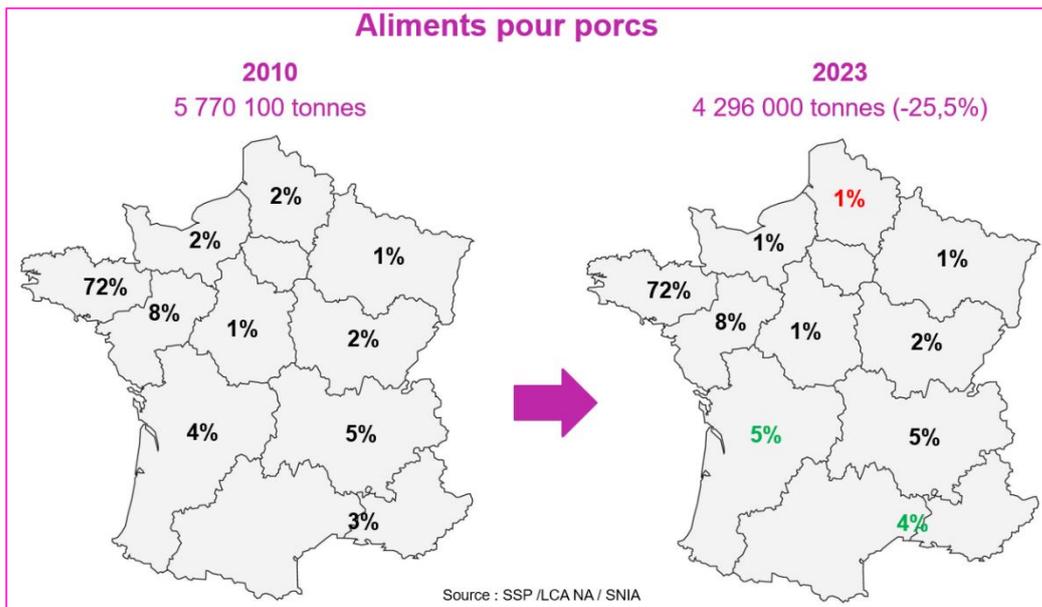


Cette 2^{ème} édition de l'étude prospective réalisée par La Coopération Agricole Nutrition Animale a pour objectif de fournir des tendances d'évolutions de la production d'aliment composés à horizon 2030. Pour cela, une enquête a de nouveau été réalisée auprès d'un échantillon d'adhérents répartis sur 8 zones représentant 96% de la production nationale (Hauts de France, Normandie, Grand Est, Bretagne, Pays de la Loire, Poitou Charentes, Sud-Est et Sud-Ouest). Ils ont été interrogés sur les tendances d'évolution de leurs marchés telles qu'identifiées dans leurs plans stratégiques. Une synthèse de ces différentes tendances régionales a ensuite été réalisée pour permettre une prévision d'évolution nationale.

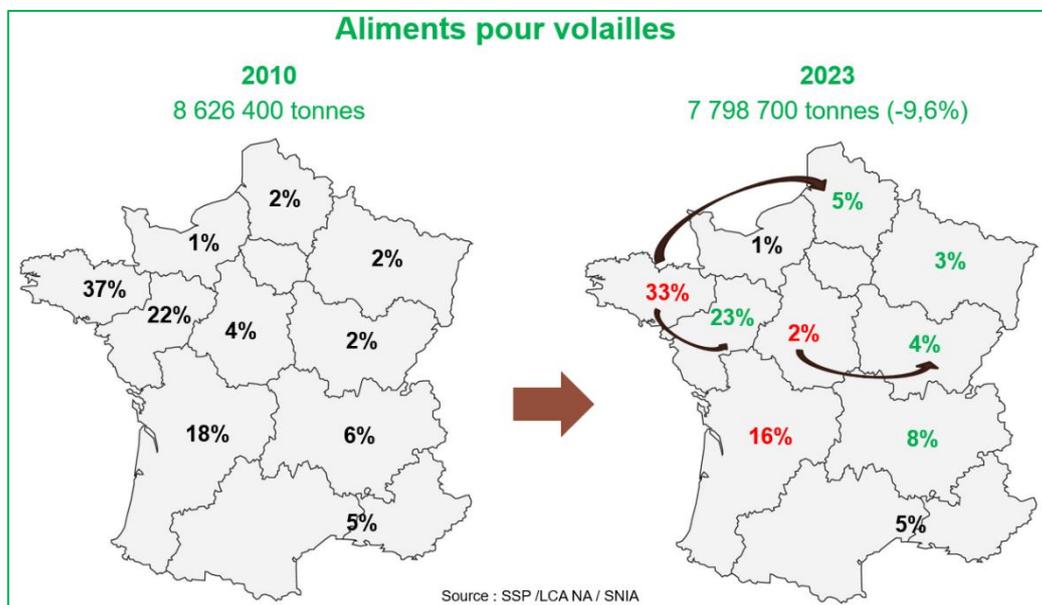
Des zones de production contrastées



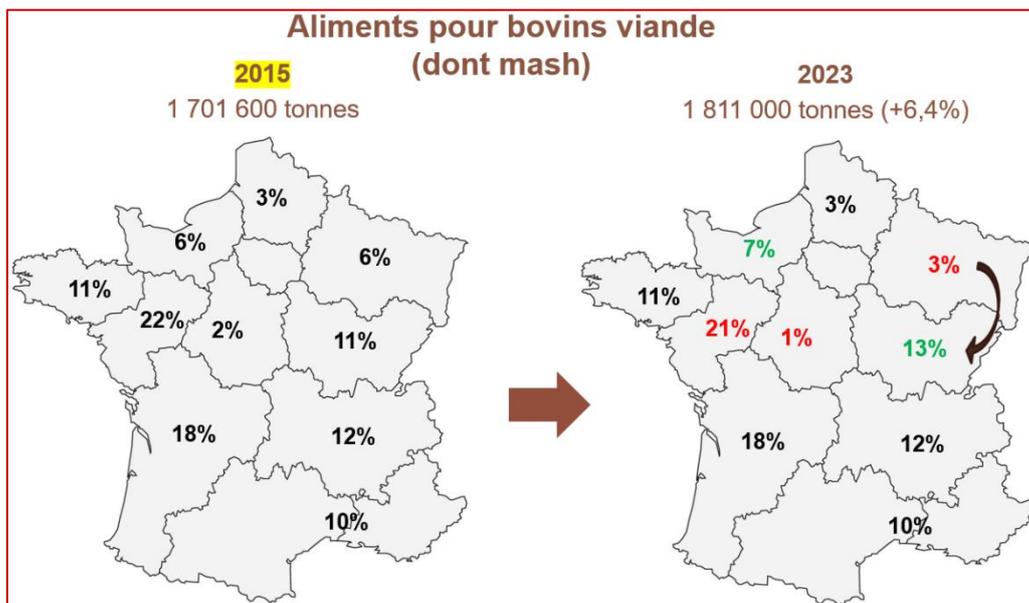
Premier constat, la production d'aliments a baissé de 11% depuis 2010. Au niveau de la répartition régionale, le Grand Ouest continue d'être la principale zone de production d'aliments composés avec en tête la Bretagne (37%) puis les Pays de la Loire (18%) et la Nouvelle Aquitaine (13%). Malgré cette prédominance de la façade ouest, on observe un phénomène de déconcentration de la Bretagne vers les régions limitrophes ainsi qu'un gain de part de marché dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté qui résistent ainsi mieux que les autres zones. Il faut également noter que cette synthèse « tous aliments » cache des disparités en fonction des espèces comme le montre les paragraphes suivants. Il est aussi intéressant de noter la quasi-disparition de la production d'aliments composés dans le centre de la France : il n'y a ainsi plus d'usine en Ile-de-France depuis 2018 et la région centre-Val de-Loire ne représente plus que 1% de la production française.



Porcs : la production française d'aliments composés est très concentrée avec 72% du volume fabriqué en Bretagne en 2023. Si on ajoute les Pays de la Loire (8%), il apparaît que 80% de la production d'aliments est située dans le Grand Ouest. Depuis 2010, cette répartition régionale n'a quasiment pas évolué avec en parallèle une production française qui a chuté de 25% sur cette période. Ce qui montre que la baisse est généralisée à toutes les régions et n'est pas uniquement un phénomène breton.

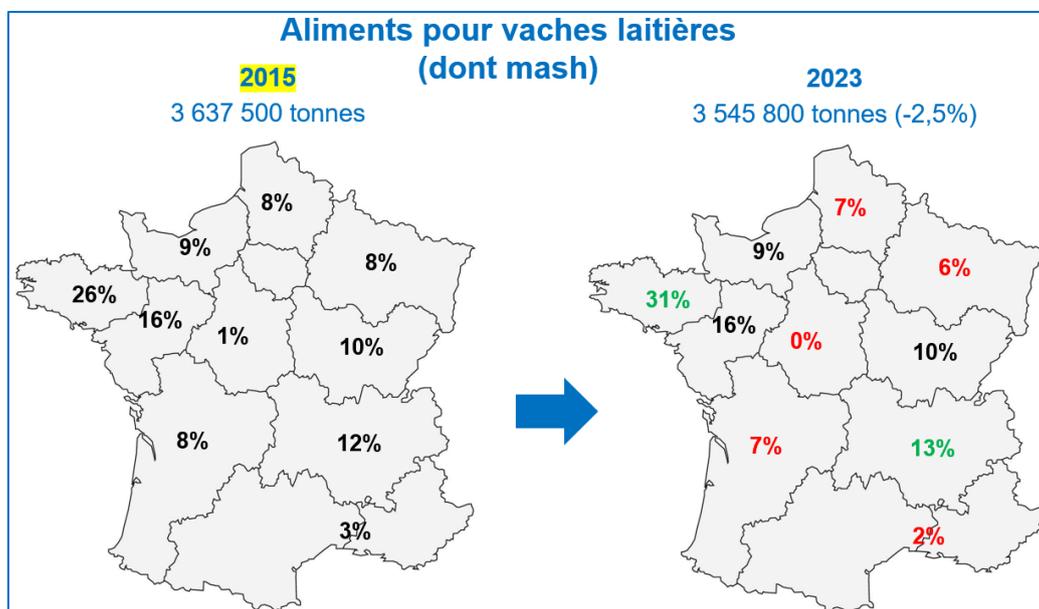


Volailles : la production d'aliments est principalement située en Bretagne (33%) et Pays de la Loire (23%) puis en Nouvelle Aquitaine (16%) qui produit notamment un volume important d'aliments palmipèdes. Entre 2010 et 2023, la production française a baissé de 10% en lien notamment avec l'épidémie d'influenza aviaire. Cela a eu comme conséquence de faire baisser mécaniquement les parts de marché de la Bretagne et de la Nouvelle-Aquitaine au profit de régions pas ou peu impactées par la problématique à savoir les régions de la façade Est allant des Hauts-de-France jusqu'à l'Auvergne-Rhône-Alpes.



Bovins viande : Concernant la production d'aliments pour bovins, la répartition de la production est différente entre le lait et la viande. Les aliments pour bovins viande sont principalement produits en Pays de la Loire (21%) et Nouvelle Aquitaine (18%). Il est également intéressant de noter que c'est une filière dont la production d'aliments progresse (+6,4% entre 2015* et 2023) tandis que la répartition régionale reste stable hormis dans la partie Est de la France.

**2015 a été choisi à la place de 2010 car ce n'est qu'à partir de cette année-là qu'il y a eu une répartition de l'aliment mash entre vaches laitières et les autres bovins*



Bovins lait : En lait, la répartition de la production d'aliments composés est différente avec une part importante de la Bretagne (31%), qui s'est d'ailleurs accrue entre 2015* et 2023. Si on ajoute les Pays de la Loire (16%) et la Normandie (9%), plus de la moitié de l'aliment est produit dans le Grand Ouest. Enfin un certain nombre de régions ont perdu des parts de marché dans un contexte de relative stabilité de la production française (-2,5% entre 2015 et 2023).

Prospectives à l'horizon 2030

Facteurs d'évolutions

Une grande partie des facteurs d'évolution de la production d'aliments composés évoqués l'année dernière ont également été cités cette année. De nouveaux facteurs ont également émergés, montrant l'évolution permanente du marché.

En ruminants, la baisse du cheptel bovin risque de se poursuivre en lien avec un manque de renouvellement des éleveurs, ce qui risque d'impacter négativement la demande en aliments composés. A l'inverse, l'augmentation de la taille des cheptels et le développement des robots de traite constituent des opportunités pour les fabricants d'aliments. Pour les petits ruminants, un léger développement des filières ovine et caprine est attendu.

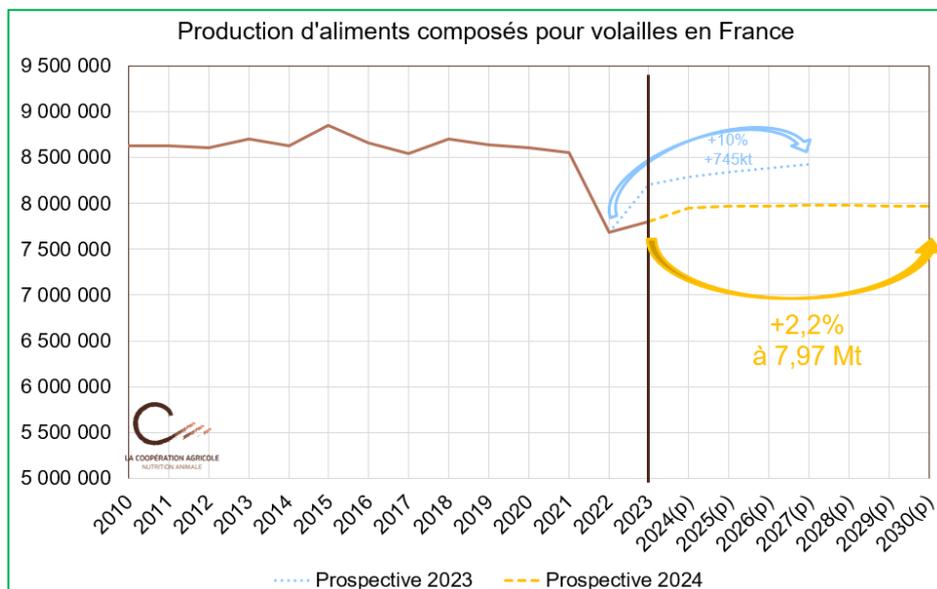
En porcs, la filière est également confrontée à un non-renouvellement des générations et à des difficultés d'installations. Par ailleurs, la poursuite du développement de la fabrication à la ferme (FAF) avec l'augmentation de la taille des élevages devrait influencer négativement sur la production d'aliments composés. Cependant, ce développement de la FAF est déjà bien avancé et pourrait ne pas être aussi impactant que prévu.

En volailles, pour les zones touchées par l'influenza aviaire, il est attendu une reprise de la production mais sans forcément revenir aux niveaux d'avant crise. Celle-ci pourrait en effet être contrebalancé dans certaines zones par l'importance des vides-sanitaires ainsi que par le passage de la cage au plein-air. Cela représente des opportunités pour d'autres zones de production étant donné la nécessité de déconcentrer la production. Une hausse de la fabrication à la ferme est également anticipée dans ce secteur.

Concernant les facteurs identifiés pour l'ensemble des filières, le non-renouvellement des générations et les difficultés d'installations de nouveaux éleveurs (contraintes de travail, prix d'un bâtiment neuf, relations avec le voisinage, attractivité du métier...) constituent avec la hausse des imports de viande les principaux freins à l'activité du secteur.

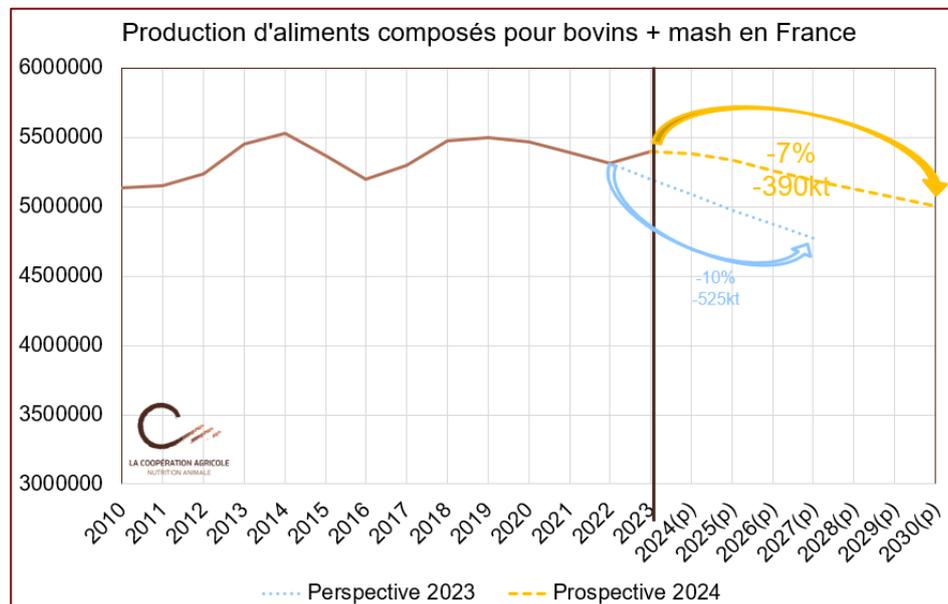
Par ailleurs, la décapitalisation que connaissent également plusieurs de nos pays voisins exacerbe la concurrence dans les zones frontalières. Si ce phénomène est plutôt identifié dans le nord de la France (concurrence du Benelux notamment), il pourrait être amené à se développer dans d'autres régions.

Estimations de l'évolution de la production d'aliments composés



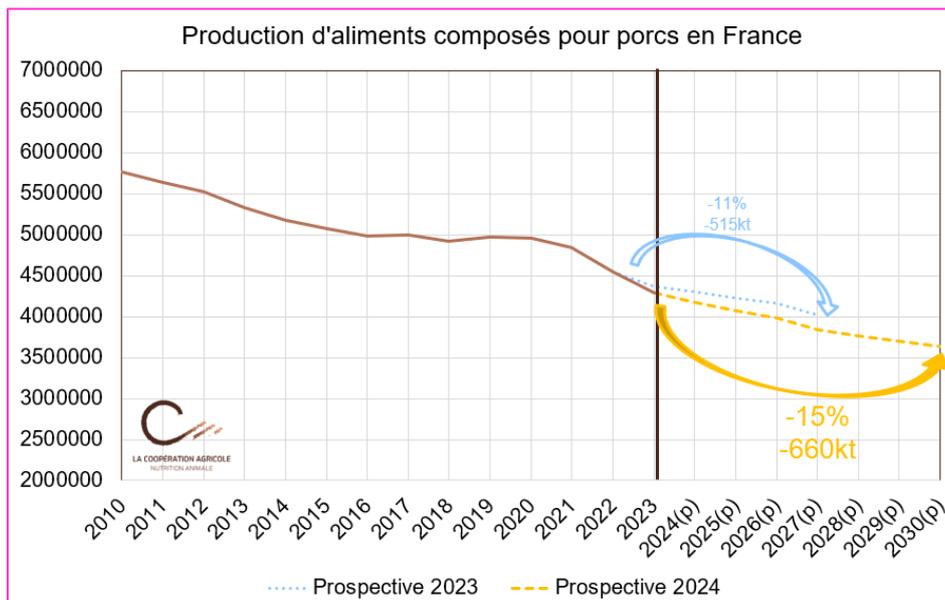
Après la chute historique de la production en 2022 liée à l'épisode particulièrement violent d'influenza aviaire, la production d'aliments volailles était attendue en forte progression en 2023 pour rattraper une part importante des volumes perdus. Cependant, la hausse a été modérée en 2023 liée à des difficultés

pour remettre en places des animaux. Un rebond est ainsi attendu en 2024, pour atteindre 8 millions de tonnes d'aliments volailles. Les années suivantes, la production est attendue stable jusqu'à l'horizon 2030. Les volumes ne reviendraient ainsi pas totalement au niveau d'avant 2022.



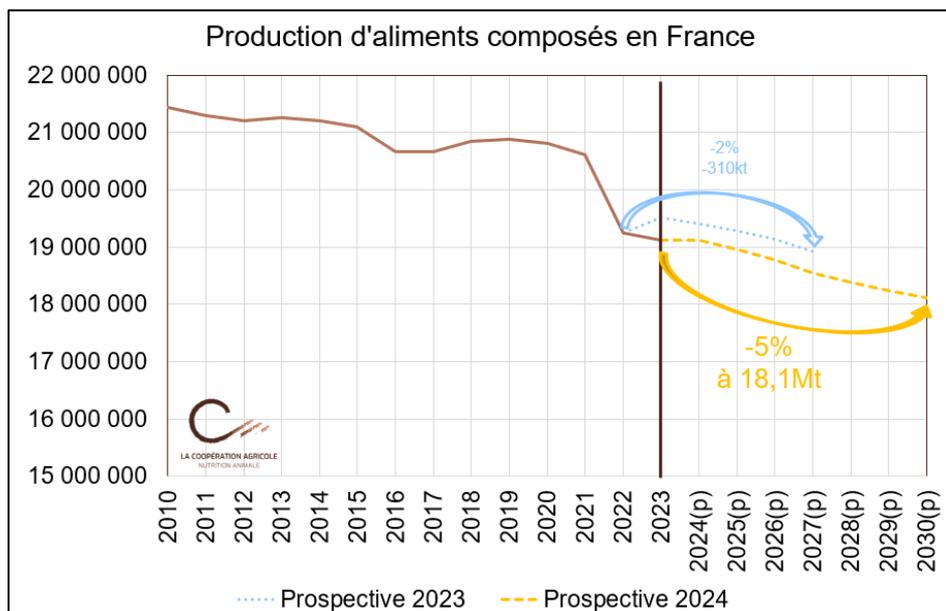
En bovins, la production française d'aliments composés (dont mash) était en hausse en 2023 contrairement à la projection effectuée l'année dernière et malgré la baisse de cheptel. Les prix du lait et de la viande ont tiré la production, et par là, la consommation d'aliments malgré l'érosion du cheptel. Rappelons aussi

que l'aliment composé ne représente qu'une petite part de la ration des bovins (environ 10% de ce qui est consommé en lait et 5% en viande). Son évolution dépend ainsi à la fois de l'évolution du cheptel mais aussi du taux d'incorporation de l'aliment dans la ration, ce qui rend les projections plus complexes. Pour les prochaines années, une baisse est attendue en lien avec la décapitalisation mais moins importante qu'estimée lors de la précédente étude : la baisse serait de l'ordre de 1% par an en moyenne pour atteindre 5Mt d'aliments pour bovins à l'horizon 2030.



Pour les aliments porcs, la projection réalisée cette année est globalement proche de celle de l'année dernière avec une prospective à l'horizon 2030 de -15%, soit une érosion des volumes en moyenne de 100 000 tonnes par an (-2%) dans les prochaines années. Après les fortes baisses enregistrées en 2022 et 2023, cette évolution

s'inscrirait dans la tendance enregistrée entre 2010 et 2020. Les opérateurs estiment raisonnablement que la part la plus importante de la restructuration a d'ores et déjà été effectuée.



En conclusion, en ce qui concerne les prévisions d'évolution de la production totale d'aliments composés en France, les opérateurs prévoient un léger sursaut de la production en 2024, (attendu précédemment en 2023) lié à un dynamisme de la production d'aliments en volailles. Pour les années suivantes, la stabilité en volailles

couplée à des baisses en bovins et surtout en porcs impacteraient négativement la production totale d'aliment de l'ordre de -5% entre 2024 et 2030 pour atteindre une production d'aliments un peu au-dessus de 18 millions de tonnes en 2030. Il faut cependant souligner que ces résultats agrégés donnent une tendance générale, au niveau national et peuvent masquer des différences et des spécificités régionales conduisant à des prévisions d'évolutions différentes des tendances nationales dans certaines zones.

Ainsi, sur la base de données recueillies lors de cette étude, la production globale d'aliments devrait baisser de 1 million de tonnes au cours des 7 prochaines années pour s'établir autour de 18 millions de tonnes à l'horizon 2030.